

## Avec les ordonnances Macron et les ruptures conventionnelles collectives

# Des licenciements en masse sans limites

Page 5

Le groupe PSA annonce  
1 300 licenciements par  
ruptures conventionnelles.



Photo IO

La conférence du 14 octobre à Paris.

**13 janvier :**  
la délégation permanente  
issue de la réunion  
des comités de résistance  
et de reconquête  
du 14 octobre lance  
**une invitation à  
une assemblée  
en juin 2018**

Page 3

## L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

### TUNISIE

Une déclaration de *Sawt Al Oummal* :

« Le peuple exige le retrait de la loi de finances »

Page 10



Photo AFP

Manifestation à Tunis, sur l'avenue Habib-Bourguiba, le 9 janvier 2018.

### ÉTAT ESPAGNOL

Un appel de militants de l'État espagnol aux militants d'Europe  
pour la libération des emprisonnés politiques

Page 11



Macron et ses homologues, lors du sommet des pays du sud de l'Europe, le 10 janvier 2018.

DR

CHRONIQUE POLITIQUE

# Une situation nouvelle

Par Marc Gauquelin

**I**l y a, dans la façon dont Macron s'est précipité en Chine – comme dans la façon dont il a mis en scène cette visite –, quelque chose qui en dit plus long qu'il ne le voudrait sur la faiblesse du pouvoir qu'il incarne avec visiblement grande satisfaction.

Se saisissant de l'opportunité qui lui était offerte par la brutalité des appels à la guerre commerciale contre la Chine proférés par Trump, Macron s'est glissé par effraction sur le devant de la scène politique mondiale, tout comme il l'avait fait sur la scène française.

Enfilant les habits de défenseur du « multilatéralisme », profitant de l'éclipse politique d'une Theresa May ou d'une Angela Merkel, paralysées par la crise politique qui fait rage en Grande-Bretagne et en Allemagne, Macron s'est présenté devant ses interlocuteurs chinois pour se faire consacrer par eux comme le seul dirigeant capable de rassembler l'Europe dans une attitude commune face à la Chine.

Il lui faut à tout prix se préparer aux échéances de politique intérieure qui, il le sait, ne pourront être indéfiniment reportées et tenter de compenser la faiblesse de ses assises politiques et sociales par une légitimation internationale.

Mais qu'il s'agisse de son intervention dans le « règlement » de la crise libanaise, de ses appels à la « modération » adressés au gouvernement iranien, de son rôle d'intermédiaire entre la Turquie et l'Union européenne, sans oublier le déploiement des forces armées françaises en Afrique et au Moyen-Orient... l'activisme du gouvernement français s'engouffrant dans toutes les portes ouvertes par la crise de décomposition de l'ordre impérialiste, pour marquer à l'occasion ses différences avec Trump, fait ressortir chaque jour un peu plus la disproportion entre les ambitions et les moyens d'une puissance impérialiste de second ordre. Qu'importe, il lui faut à tout prix se présenter à la population de ce pays comme le dirigeant européen plébiscité par ses pairs.

## Le chef de la « start-up nation » suspendu en l'air

**A**l'issue des sept mois qui viennent de s'écouler, il n'a pas pris racine dans le pays. Il a accédé au pouvoir à la faveur d'un « coup de torchon » qui a « délogé » tous les partis qui s'étaient partagé le pouvoir en alternance depuis 1958.

Dans son rôle de bonaparte, le chef de la « start-up nation » se trouve suspendu en l'air.

Représentant les intérêts des cercles dirigeants du capital financier international, le banquier d'affaires de Rothschild ne peut même pas prétendre représenter cette large couche de la bourgeoisie française qui est aujourd'hui expulsée des

marchés par les grands groupes de monopoles impérialistes qui se partagent le monde.

## Une entreprise dans laquelle de Gaulle lui-même – qui avait une autre assise politique – n'avait osé s'engager.

Bonaparte privé de parti présidentiel, au sens classique du terme, il se trouve sans relais politique, à l'exception de sa majorité parlementaire issue de la société civile et qui, pour une part, n'aspire qu'à y retourner. Et comme s'il lui fallait couper tous les liens du pouvoir avec ce qu'on appelle « le territoire », ce tissu conjonctif qui assure, bon an mal an, la stabilité relative du pouvoir de la bourgeoisie dans ce pays, Macron entreprend une réforme constitutionnelle qui consacre cette rupture.

Et c'est ce gouvernement qui se sent en mesure de s'attaquer à la démolition systématique, pierre après pierre, de tout l'édifice social et politique édifié en 1945. Une entreprise dans laquelle de Gaulle lui-même – qui avait une autre assise politique – n'avait osé s'engager.

## Les conséquences de la désintégration du PS et du PCF

**A**près la première vague des ordonnances, Macron-Philippe annoncent la suite. Tout doit y passer. Après le Code du travail, la Sécurité sociale, tout le système hospitalier, l'assurance chômage, le système des retraites... et la privatisation de tous les services publics bâtis en 1945 (EDF, SNCF...). Tout ce qui, sous la pression des travailleurs, avait échappé au contrôle direct du capital financier, doit lui être restitué.

Situation paradoxale où le puissant rejet par la majorité de la population de tous ceux qui, à commencer par le PS et le PCF, se sont soumis aux exigences du capital financier a ouvert cet épisode « original » de la situation politique.

Les ordonnances ne sont pas passées comme une lettre à la poste. Des milliers de cadres et de militants syndicaux ont bagarré pour caractériser les ordonnances, imposer la revendication de retrait et réaliser les conditions de l'action commune des confédérations. Ils ont bagarré pour ouvrir la voie à la mobilisation de toute la classe, pour mettre le gouvernement en échec. Ils se sont heurtés à un obstacle politique au sommet des confédérations subissant la pression pour accompagner la politique de Macron de casse du Code du travail sous prétexte d'éviter le pire.

Un choc, quelle qu'en soit la forme, est hautement prévisible. Ce qui pousse l'éditorialiste des *Échos* le 8 janvier à s'interroger gravement : « Peut-on bousculer le pays tout en résorbant ses fractures ? » Bonne question. Les travailleurs, dans leur masse, sont saisis, ils ne veulent pas y croire...

S'ils n'attendaient rien des vieux partis déconsidérés (PS et PCF), ils n'imaginaient pas que leur désintégration, écar-

tant toute alternance possible, servirait à justifier auprès de leurs directions que la seule perspective pour les organisations syndicales serait d'accompagner en les infléchissant les mesures prises par le gouvernement.

Les travailleurs et les militants, dans leur masse, n'acceptent pas. Ils ont une conscience aiguë de ce que leur force n'a pas été appelée à se dresser dans l'unité de leurs organisations. Malgré les coups reçus, ils conservent une grande conscience de leur force.

Les travailleurs et les militants s'interrogent, cherchant à saisir les nouveaux contours de la situation et les leviers à leur disposition.

Ils cherchent à comprendre, au-delà des formules habituelles, ce qui a changé et la façon dont s'ordonnent les forces fondamentales de la société.

## Les outils pour préparer la contre offensive

**I**l faut le dire : nous sommes entrés dans une situation nouvelle. La disparition des partis PS et PCF fait tomber l'habillage traditionnel du maintien de l'ordre bourgeois et met à nu le pouvoir du capital. Elle lui fait obligation de chercher à instrumentaliser les organisations syndicales pour qu'elles jouent directement le rôle de tampon autrefois dévolu aux partis.

Rétablir les organisations de classe à leur place et dans leurs prérogatives exige que, du sein de la classe ouvrière et de ses organisations, se structure au plan politique une avant-garde militante fermement décidée à opposer, à la cohérence du plan de destruction du gouvernement, la cohérence d'un plan de sauvegarde de la classe ouvrière, de ses acquis et de la démocratie politique menacés.

## LA TÂCHE DE L'HEURE

« *Ce d'autant* – écrivions-nous dans la lettre du VI<sup>e</sup> Congrès du POI aux lecteurs de *Informations ouvrières*, aux militants de toutes tendances du mouvement ouvrier, aux adhérents du POI – *que dans aucun secteur, la classe ouvrière n'a manifesté l'intention de renoncer au combat, comme en témoignent les mouvements, grèves et manifestations, qui se multiplient et dont personne ne parle. La tâche de l'heure consiste à rassembler partout, dans tous les départements, dans toutes les localités, les militants et les responsables qui décident de préparer le moment où la contre-offensive sera engagée par les travailleurs dans l'unité de leurs organisations qui empor-* »

*tera tous les obstacles. Les militants du POI, avec tous les autres militants ouvriers, syndicalistes, politiques, élus, à égalité avec eux, engagent toutes leurs forces dans la constitution des comités de résistance et de reconquête.*

*La classe ouvrière, la population laborieuse ont besoin de cet outil, comme elles ont besoin de reconstruire, sur la place libérée par les vieux partis, un authentique parti ouvrier. »* ■

Un appel de la délégation permanente désignée par les comités pour la résistance et la reconquête le 14 octobre 2017

## Invitation à une assemblée en juin prochain

Réunis à Paris le 14 octobre, 122 militants responsables syndicaux et politiques, représentants des comités d'échanges et de liaison constitués dans tout le pays, ont décidé de constituer un Comité national pour la résistance et la reconquête des acquis de 1936 et 1945.

Dans leur déclaration, ils affirment : « *Il est urgent d'organiser la résistance pour bloquer les contre-réformes et battre ce gouvernement. Les forces pour cela sont loin d'être défaites, au contraire (...). Il ne s'agit en aucun cas de se substituer aux organisations syndicales et politiques déjà existantes, mais simplement de contribuer au regroupement des forces nécessaires pour organiser la résistance, poursuivre le combat pour de nouvelles conquêtes et arracher la victoire.* »

Cette volonté de résistance est intacte. Elle s'exprime de mille et une manières, notamment dans les grèves et les manifestations qui traversent tous les secteurs de la société. L'application des ordonnances sur le Code du travail provoque les premiers conflits. L'étranglement des hôpitaux, la suppression des cotisations qui fondent l'existence même de la Sécurité sociale depuis ses origines et la réforme des retraites préparent un effondrement sans précédent.

Dans cette situation hautement explosive, le président Macron utilise l'écroulement des partis traditionnels PS/PCF – justement sanctionnés pour leur politique de collaboration – pour exercer sur les directions du mouvement ouvrier un chantage au chaos et ainsi faire passer toutes les réformes que les gouvernements précédents n'avaient pas réussi à mettre en œuvre. Il s'agit de reprendre tout ce que le patronat avait dû concéder en 1936 et 1945, de privatiser tout ce qui avait pu échapper au régime de la propriété privée et du profit, de saper les fondements mêmes de la République et de la démocratie à travers, notamment, l'offensive contre la démocratie communale.

Conscient que « tout peut se retourner très vite », et qu'il leur faut éviter à tout prix la perspective d'un affrontement général, le gouvernement et le capital voudraient renouer avec le corporatisme et intégrer les organisations ouvrières à leur politique.

La résistance de milliers de militants, qui ont décidé de ne rien lâcher, se heurte aux pressions qui s'exercent sur les sommets des organisations pour, chacun à leur façon et selon leur place traditionnelle, accepter, accompagner, manœuvrer contre l'unité, avancer des propositions destructrices au grand bénéfice de la politique menée par Macron au motif qu'on ne peut pas faire autrement, ou qu'il faudrait éviter le pire.

Dans cette situation nouvelle, une question surgit : de quel outil politique la classe ouvrière, la jeunesse et les élus ont-ils besoin pour rassembler toutes ces forces disponibles ? C'est pour élaborer collectivement des réponses à cette question que la délégation permanente du CNRR a décidé de convoquer une assemblée nationale des comités rassemblant des milliers de travailleurs, militants ouvriers et élus au mois de juin à Paris.

Réunie le 13 janvier 2018, la délégation permanente du CNRR a fait le point. Chaque semaine, dans les localités et les entreprises se constituent et se renforcent des comités où se retrouvent des militants qui cherchent à organiser la résistance. Une discussion large se mène à travers ces comités, dont le journal *Informations ouvrières* se fait l'écho chaque semaine, pour conforter les liens tissés, pour discuter des obstacles et des points d'appui, et en tirer toutes les leçons politiques.

Dans cette situation nouvelle, une question surgit : de quel outil politique la classe ouvrière, la jeunesse et les élus ont-ils besoin pour rassembler toutes ces forces disponibles ?

C'est pour élaborer collectivement des réponses à cette question que la délégation permanente du CNRR a décidé de convoquer une assemblée nationale des comités rassemblant des milliers de travailleurs, militants ouvriers et élus au mois de juin à Paris. Dans cette perspective, elle invite à poursuivre la construction et le développement des comités locaux.

Adresse e-mail : [cnrr2017@gmail.com](mailto:cnrr2017@gmail.com)



### ÉDITORIAL

# é

## Et l'octroi réapparaît

Fabrice Rastoul,  
membre du bureau national du POI

**L**a semaine dernière, la ministre Jacqueline Gourault annonçait la mise en place d'un nouvel impôt en remplacement de la taxe d'habitation, ce que le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, démentait quelques heures plus tard. Ce dernier ayant dans un passé récent exprimé des positions contradictoires à quelques heures d'intervalle, nous ne ferons pas de pronostic sur un possible couac ou bien ballon d'essai, nous verrons...

Ce qui est certain, c'est que les idées ne manquent pas en haut lieu pour plumer le dindon...

La sphère gouvernementale évoque par exemple l'idée d'utiliser une partie de la CSG pour compenser les 8 milliards de manque à gagner par la suppression de la taxe d'habitation. Ce qui entraînerait une nouvelle hausse de la CSG... Les millions de retraités qui ont vu leur pouvoir d'achat diminué au 1<sup>er</sup> janvier 2018 apprécieront certainement.

En catimini, le même ministre qui jure qu'il n'y aura pas de nouvel impôt en applique un supplémentaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'impôt inondation.

Mais la tâche s'annonçant difficile, le gouvernement compte sur le zèle de certains élus locaux pleins d'ardeur pour combler les trous creusés par la suppression de la taxe. La voiture et son conducteur étant une source quasi intarissable d'impôts indirects, deux idées ont germé et prennent racine dans les grandes villes.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le « forfait post-stationnement » remplace la prune habituelle de 17 euros : ce sont les conseils municipaux qui fixent librement le tarif de l'amende et les augmentations sont significatives, jusqu'à 250 %.

De même se généralisent diverses vignettes payantes et locales attestant de la vétusté de votre véhicule et vous autorisant ou pas à rouler les jours de pollution.

Ainsi, de manière insidieuse et paré de la vertu écologique, se remet en place l'octroi.

Mais ces dirigeants uniquement tournés vers la satisfaction des prétentions boulimiques du capital devraient se souvenir que l'octroi féodal perpétué par les monarchies a été à la source d'émeutes à la veille de 1789. Émeutes certes fortement réprimées dans des communes mais qui au bout du bout obtiendront la fin de l'octroi et la fin de l'Ancien Régime.

Ces questions sont d'une actualité brûlante, elles irriguent les débats, les centaines de grèves qui s'organisent. Pour des millions de travailleurs, il est impossible de continuer dans cette spirale de destruction. Certes la solution n'apparaît pas comme une évidence, mais elle se dessine.

C'est pour cette tâche que des militants se regroupent dans le Comité national de résistance et de reconquête et dans ses comités locaux. Rejoignez-les...